

ÉCONOMIE & POLITIQUE | INTERNATIONAL

UNE DÉLICATE COOPÉRATION AVEC MOSCOU SUR LE BOUCLIER ANTIMISSILE

L'Otan, à la diète, affiche pourtant ses ambitions



Les dirigeants de l'Otan ont adopté à Lisbonne une nouvelle stratégie.

Sortir en bon ordre d'Afghanistan, consolider le partenariat avec la Russie, se moderniser et mettre en oeuvre un système antimissile: l'Otan s'est fixé à son sommet de Lisbonne des objectifs ambitieux qu'il lui sera toutefois difficile d'atteindre, notamment pour des raisons financières.

Au terme de deux jours de débats, les 28 dirigeants de l'Alliance atlantique ont décidé samedi de retirer la majorité de leurs troupes d'Afghanistan d'ici quatre ans et gagné enfin la coopération de la Russie pour la mise en oeuvre d'un bouclier antimissile en Europe. La veille, ils avaient entériné une nouvelle stratégie pour la prochaine décennie, ainsi qu'une transformation profonde de sa structure de commandement, le tout pour s'adapter à un monde qui devient multipolaire, aux dangers multiples (terrorisme, cyberdéfense, prolifération nucléaire etc.).

Sur tous ces points, la partie est cependant loin d'être gagnée. La stratégie de sortie d'Afghanistan plaira certes aux opinions publiques européennes. Mais elle suscite néanmoins de nombreuses questions, notamment sur l'avenir du pays et du régime du président Hamid Karzaï. L'exemple irakien n'invite pas nécessairement à l'optimisme.

Le sommet Otan-Russie a permis aux dirigeants occidentaux d'obtenir de Moscou un clair signal d'appui à leur politique af-

ghane et une coopération au bouclier antimissile dont l'alliance veut se doter pour protéger son territoire de toute menace. Le président russe Dmitri Medvedev a décrété «révolue» la période de tension liée à la guerre russo-géorgienne. Toutefois, a prévenu ce dernier, si la Russie ne trouve pas satisfaisante la place qui lui sera accordée dans le bouclier antimissile, elle devra perfectionner son arsenal de missiles nucléaires. Or, la place de la Russie dans l'architecture du futur bouclier va dépendre des options techniques choisies par l'Otan, lesquelles sont fonction aussi de l'argent que l'on pourra y mettre en temps de crise budgétaire.

Il y a aussi à régler la question de la procédure de tir, source potentielle de divergences avec Mos-

cou. Pour l'Otan, il n'est pas question d'un système intégré avec la Russie, mais d'un lien entre son propre bouclier -largement basé



La partie est loin d'être gagnée.

sur la technologie américaine- et celui de Moscou, consistant en un échange d'informations et des procédures d'alerte mutuelles. Dimitri Medvedev a proposé lundi à l'Alliance un partage du continent en «zones» à protéger.

Les dirigeants alliés ont par ailleurs adopté des mesures d'économie, allégeant l'Otan d'un tiers de son personnel, réduisant le nombre de ses commandements (de 11 à 6 ou 7), de ses agences de soutien logistique (de 14 à 3) et de ses comités (de quelque 400 à 85). Cette réorganisation a pour but aussi d'adapter les structures de l'Otan aux futures missions des corps expéditionnaires qu'elle devra, selon sa nouvelle stratégie, faire intervenir pour régler des crises dans le monde. Mais au même moment, les Européens, pour cause de graves déficits, réduisent encore la voilure de leurs armées. A elles deux, la France et la Grande-Bretagne ne représentent plus que 15% du budget militaire US, qui sera de 700 milliards de dollars en 2011. ■ AFP

Sommet-éclair entre l'Union européenne et les Etats-Unis

▷ Le président américain Barack Obama et les responsables de l'Union européenne ont tenté samedi de dissiper les inquiétudes sur la crise économique et financière lors d'une réunion-éclair en marge du sommet de l'Otan à Lisbonne. Le président du conseil européen Herman Van Rompuy s'est voulu rassurant. Il a indiqué lors d'un bref point de presse avoir souligné «que les fondamentaux économiques de l'Union européenne sont solides», en matière de croissance et d'inflation faible, et que les

Européens mettaient «en place les instruments nécessaires de soutien financier» aux pays en crise. «En tant que plus grande puissance économique au monde, ce qui se passe aux Etats-Unis aura un impact profond en Europe. C'est aussi vrai en sens inverse», a expliqué de son côté le président Obama. «La chose la plus importante que je peux faire pour l'Europe est la même que ce que je peux faire pour les Etats-Unis, c'est promouvoir la croissance et l'emploi aux Etats-Unis», a-t-il ajouté lors d'un

point de presse. Dans une déclaration conjointe, les Etats-Unis et l'UE ont appelé leurs partenaires du G20 à «éviter les politiques de dévaluation compétitive et de taux de change ne reflétant pas les fondamentaux économiques». Une allusion à la politique monétaire chinoise, mais qui prend un sel particulier à la lueur des vives critiques exprimées récemment par les Européens contre l'injection de 600 milliards d'USD de liquidités par la Réserve fédérale US, qui a aussi eu pour effet d'affaiblir le dollar. ■ AFP

Corruption: c'est aussi l'affaire des entreprises

Transparency International Belgium propose un «package» aux sociétés afin de s'armer contre la corruption.

ÉCLAIRAGE
Stefania Lakatos

Transparency International Belgium (TI-Belgium), section belge de l'organisation mondiale du même nom, est la principale organisation non-gouvernementale qui se consacre à la lutte contre la corruption. Dans le secteur privé, TI-Belgium a développé un «package» à l'attention des entreprises.

Certains pays ont adopté un arsenal juridique très sévère contre la corruption. Par exemple, aux Etats-Unis, de fortes amendes sont prévues et il arrive qu'une firme soit condamnée à payer plus d'un milliard d'euros. Ce n'est pas le cas en Belgique, où les entreprises subissent moins de pression pour être aux normes. «En Belgique, la loi ne condamne que rarement les entreprises, et donc il est important de leur faire prendre conscience de l'importance de la lutte contre la corruption», explique Chantal Hébert, Présidente de TI-Belgium.

COÛT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

La corruption a un coût économique et social. Elle empêche le développement et contribue à la pauvreté. Beaucoup de pays corrompus se trouvent en Afrique. «Lorsque je m'y rends, je me rends compte que rien n'a changé», explique Pascale Dubois, agent de la Banque Mondiale. Les fonds mis à disposition sont souvent détournés, les routes ne sont pas construites, les projets touristiques ne sont pas mis en oeuvre, ce qui non seulement est un obstacle direct au développement, mais «en redistribuant les richesses par la corruption on ronge en profondeur le tissu social et les institutions, ce qui entrave la durabilité des efforts de développement», confie-t-elle.

Selon la Banque mondiale, le montant annuel des pots de vin



La corruption reste un fléau en Afrique, où les routes promises ne sont pas toujours construites.

© Reuters

serait de 1000 milliards de dollars, soit le double du PIB de l'Afrique. Le blanchiment à lui seul représenterait entre 2 et 3% du PIB mondial. Jean Spreutels, juge à la Cour Constitutionnelle, pense qu'une cellule anti-blanchiment solide, indépendante et répondant à des critères internationaux est l'élément clé d'une bonne gouvernance. Le problème est que les gouvernements refusent souvent de jouer le jeu.

Le monde des affaires est de plus en plus soucieux de mettre en place des dispositifs de prévention. Depuis le 11 septembre

calisent, ce qui est à leur désavantage», explique Djordjija Petkoski, directeur du département de la compétitivité et de l'équipe du développement à la Banque Mondiale.

Mis à part la prévention, la Banque Mondiale applique aussi des sanctions, notamment en publiant une liste noire des entreprises avérées corrompues avec lesquelles elle ne signe plus de contrat. En 10 ans, 412 firmes ont ainsi été publiquement listées. D'ici un an, au moins 100 autres cas vont être rapportés.

Aujourd'hui, la coopération en



Une cellule anti-blanchiment solide et indépendante est l'élément clé d'une bonne gouvernance.

2001 et l'expansion du terrorisme, beaucoup d'entreprises veulent s'assurer que leur argent ne sera pas utilisé contre elles.

Une autre raison d'encourager la prévention est le fait que les entreprises sont souvent victimes de leur propre succès. Lorsqu'elles souhaitent investir, souvent «c'est dans les pays à fort taux de corruption qu'elles se délo-

matière d'anti-corruption s'intensifie car les gouvernements qui imposent une plus grande transparence et discipline à leurs entreprises exigent que les autres fassent de même. Le futur de la lutte anti-corruption et les résultats atteints dépendront donc de la sensibilisation des secteurs concernés et de la coopération internationale. ■

Les pommes de terre belges interdites en Russie ?

interdites en Russie ?

La Russie pourrait interdire les importations de pommes de terre de Belgique, des Pays-Bas et de France, après la découverte de parasites dans des livraisons provenant de ces pays de l'Union européenne, a indiqué lundi un responsable des services sanitaires russes. «Si nous continuons de découvrir des parasites dans ces produits et que nous ne trouvons pas d'accord avec les services phytosanitaires des Pays-Bas, de Belgique et de France, nous serons contraints de prendre des mesures restrictives» à l'égard de ces pays, a déclaré Sergueï Dankvert, chef de Rosselkhozadzor, le service national de contrôle vétérinaire et phytosanitaire.

Israël plus tonique que le reste de l'OCDE

que le reste de l'OCDE

La croissance de l'économie israélienne devrait continuer à être supérieure à celle de la moyenne des pays de l'OCDE, a affirmé dimanche le secrétaire général de l'organisation Angel Gurría lors d'une visite en Israël, nouveau membre de l'OCDE. «Nous venons d'achever nos projections. En 2012, les pays de l'OCDE devraient arriver à un niveau (de croissance) de 3% à 3,5%. Israël devrait faire mieux, aux alentours de 4% voire plus», a souligné M. Gurría à la radio militaire. Selon les estimations de l'OCDE, le PIB israélien progressera de 3,9% en 2010, 4% en 2011 et 4,3% en 2012.

Kaboul plus sûre que New York pour les enfants

que New York pour les enfants

Les enfants sont en meilleure sécurité dans les villes afghanes qu'à Londres ou New York, a déclaré le haut représentant civil de l'Otan en Afghanistan. «Les enfants sont probablement plus en sécurité ici qu'à Londres, New York ou Glasgow ou de nombreuses autres villes», a dit Mark Sedwill dans une interview qui devait être diffusée lundi sur la chaîne pour enfants de la BBC. Il répondait à une question évoquant des témoignages d'enfants afghans recueillis dans un documentaire en deux parties. Ces enfants disent ne pas se sentir en sécurité dans les rues de Kaboul.

Vous aimez être votre propre patron ? Ou vous préférez la sécurité d'un salaire mensuel fixe ?

Chacun est différent. Chaque investisseur aussi.

Grâce aux portraits d'investisseur de Dexia, choisissez uniquement les investissements avec lesquels vous vous sentez à l'aise.

La meilleure façon d'investir dépend de qui vous êtes. Certains viseront un rendement maximal, quitte à prendre certains risques. D'autres préféreront opter pour la protection.



FIXE



PROTÉGÉ



TACTIQUE



DYNAMIQUE

Vous souhaitez connaître le portrait d'investisseur qui vous correspond le mieux ?

Rendez-vous dans votre agence Dexia, appelez gratuitement le 0800 92 700 ou surfez sur www.dexia.be/investirchezdexia

ensemble, à l'essentiel

Dexia Banque SA, boulevard Pachéco 44, 1000 Bruxelles - IBAN BE23 0529 0064 6991 - BIC GKCC BE BB - RPM Bruxelles TVA BE 0403.201.185 - CBFA n° 19649 A - SPF Économie 4944.

DEXIA